

Dépêche AEF : Plusieurs syndicats critiquent les "angles morts" qui subsistent pour la rentrée scolaire

5-6 minutes

Si plusieurs syndicats saluent l'obligation du port du masque en lieu clos pour les élèves de plus de 11 ans (FSU, Snalc), annoncée le 20 août 2020, beaucoup critiquent les "angles morts" qui subsistent concernant les conditions de la rentrée scolaire. Le ministre de l'Éducation nationale "ne prend pas la mesure de cette rentrée hors normes", assène la FSU, qui attend des réponses sur le sort des personnels "à risque" et sur l'encadrement des élèves en cas d'éventuel retour à un enseignement à distance. La FCPE lance [une pétition](#) demandant notamment une réduction des effectifs en classe.



Plusieurs syndicats attendent encore des précisions sur les conditions de la rentrée scolaire, le 1er septembre. Droits réservés - DR

Au lendemain de la prise de parole de Jean-Michel Blanquer le 20 août 2020 ([lire sur AEF info](#)), plusieurs organisations syndicales attendent encore des précisions sur les conditions de la rentrée scolaire. Le ministre de l'Éducation nationale a notamment annoncé que le port du masque sera obligatoire en lieu clos pour

les élèves au collège et au lycée. Ces syndicats, qui sont nombreux à demander depuis le début de la semaine un renforcement du protocole sanitaire élaboré en juillet ([lire sur AEF info](#)), sont mitigés.

FSU. "Le masque obligatoire en collège et en lycée va dans le sens de la protection des élèves et des personnels", salue Sophie Vénéritay, du [Snes-FSU](#) sur BFM TV le 20 août au soir. Elle demande toutefois leur gratuité pour les élèves. Vendredi 21 août, le ministre de l'Éducation nationale a [indiqué](#) que l'État est "en situation de fournir des masques aux élèves qui en ont le plus besoin".

Il reste "beaucoup d'angles morts dans les choses qui ont été annoncées", regrette toutefois la secrétaire générale adjointe du Snes. Et de lister les sujets de la "demi-pension, des internats, du [CDI...](#)"

Estimant que le ministre de l'Éducation nationale "ne prend pas la mesure de cette rentrée hors normes", la FSU pointe également plusieurs questions restées sans réponses : "qu'en sera-t-il de celles et ceux qui sont considérés 'à risques' ? Le travail à distance sera-t-il de nouveau proposé pour alléger les groupes d'élèves, et dans ce cas, comment sera-t-il cadré ? Quelles garanties sur le respect des conditions de travail des enseignants et le respect de leurs missions ?"

Elle demande par ailleurs que les conditions de la rentrée soient "cadrées nationalement afin de garantir une égalité pour tous, personnels comme élèves, sur l'ensemble du territoire". "Il n'est pas pensable de laisser ces questions sans réponses, et de renvoyer au local la responsabilité de l'organisation de cette rentrée", insiste la fédération.

Snalc. Le [Snalc](#) se félicite lui aussi de "l'évolution dans la doctrine du port du masque", le 21 août. Le syndicat demande toutefois "une mise à jour rapide du protocole sanitaire". Celui-ci, en effet, indique toujours que le masque n'est obligatoire que "lorsque la distanciation d'un mètre ne peut être garantie".

Le Snalc estime toutefois que "si l'évolution de la situation sanitaire impose à la fois le masque et la distanciation, nous ne sommes pas en mesure d'accueillir simultanément l'ensemble des élèves dans nos écoles et établissements". Or, "nous sommes incapables aujourd'hui d'assurer correctement un enseignement 'mixte',

puisque nous ne disposons ni du matériel, ni du personnel, ni des locaux pour prendre en charge les élèves à distance", juge l'organisation syndicale, qui demande une nouvelle fois de "débloquer les moyens nécessaires".

Enfin, le syndicat réclame que "les personnels à risque soient fixés sur leur sort et sur leurs droits".

Sud Éducation. "Le ministre ne rassure personne", réagit le syndicat, qui juge "particulièrement inquiétant" le propos de Jean-Michel Blanquer concernant la procédure à adopter en cas de détection d'un cas de Covid-19 dans une classe : "La fermeture de classes ou d'écoles serait alors laissée à l'appréciation locale, sans faire l'objet d'une procédure cadrée nationalement."

Le syndicat demande des "créations de postes" et un "aménagement des locaux" pour "une rentrée qui fasse sens sur le plan pédagogique en cas de reprise de l'épidémie".

FCPE. La fédération de parents d'élèves critique, elle, un "bricolage" et se dit "inquiète des décisions d'un gouvernement qui choisit de faire comme si la situation était sous contrôle". Elle lance [une pétition](#) demandant notamment une réduction des effectifs dans les classes, des prêts de matériels quand cela est "indispensable" et la prise en charge gratuite des masques par l'État.

Convaincue de l'impérieuse nécessité d'anticiper la rentrée scolaire pour permettre une reprise de l'ensemble des élèves, la fédération continue d'exiger une discussion approfondie sur de meilleures conditions, tant sanitaires que pédagogiques, pour cette rentrée. Les conditions doivent être cadrées nationalement afin de garantir une égalité pour tous, personnels comme élèves, sur l'ensemble du territoire.